

M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat d'ajournement . . .

M. Prud'homme: Monsieur l'Orateur, si mon collègue qui a la parole veut bien me le permettre, j'aimerais poser une question au député que nous venons d'entendre?

M. l'Orateur adjoint: Le temps de parole du député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille) est écouté. J'ai donné la parole au député de Hastings-Frontenac-Lennox et Addington (M. Vankoughnet).

M. Prud'homme: Dans ce cas, j'y reviendrai plus tard, monsieur l'Orateur.

M. Vankoughnet: Le gouvernement ne se laisse aller que trop souvent au recours à la motion de clôture chaque fois qu'il veut imposer sa volonté au détriment du Parlement et de la population canadienne. Il est difficile de comprendre que le gouvernement ignore la gravité de la situation où se trouve notre économie alors que notre pays a tant de potentiel.

Je crois savoir que c'est la première fois dans l'histoire du Commonwealth que l'on a recours à la clôture pour clore un débat d'ajournement. Ce n'est là qu'une autre des perfidies qui jalonnent les égarements du gouvernement actuel. Nous avons vu ce même gouvernement se servir de la clôture pour tâcher de faire passer son projet de constitution, et nous le voyons revenir à la charge encore une fois.

Le gouvernement pourrait se servir de sa majorité de façon constructive pour tâcher de trouver des solutions aux nombreux problèmes qu'affrontent aujourd'hui le Canada et les Canadiens. Au lieu de cela, il se sert de sa majorité pour usurper sur le fonctionnement traditionnel du Parlement en invoquant encore une fois la motion de clôture alors qu'il y a de graves problèmes dont il devrait s'occuper. Les propriétaires de maison, les hommes d'affaires et les citoyens ordinaires éprouvent de graves problèmes que l'actuel gouvernement semble ignorer, par exemple l'inflation, les taux d'intérêt élevés, le chômage et une politique énergétique mal conçue. L'on nous parle de questions comme le cartel de l'uranium dont le gouvernement ne semble pas pressé de discuter devant le Parlement où sont représentés les Canadiens.

● (0000)

Je reconnais avec regret que beaucoup de Canadiens ne témoignent plus au service des postes une aussi grande admiration qu'auparavant. Toutefois, les facteurs dans les campagnes nous offrent de l'excellent service et sont encore dignes de l'ancienne réputation des postes. Ces employés méritent une augmentation de traitement dans les limites permises. Quand on compare cette augmentation à celles généreuses qu'ont reçues jusqu'ici les travailleurs dans les villes, les facteurs dans les campagnes méritent certainement une rémunération convenable pour du travail bien fait. J'espère que le gouvernement se penchera sur certains de ces problèmes, et qu'il veillera à améliorer le service de livraison du courrier de façon à éviter à l'avenir toute nouvelle interruption de ce service jugé essentiel.

Notre pays en est à un point tournant de son histoire. Les problèmes auxquels nous devons faire face sont complexes et reliés entre eux. Ils nous préoccupent beaucoup et nous devrions les régler de toute urgence. Nous devrions nous y

Congé d'été

attaquer de plein front, mais également avec grande précaution.

Le problème le plus grave est celui de l'économie. Nous devrions accorder à cette question une grande priorité. Nous devrions veiller à ce que la production de biens et de services au Canada s'accroisse, au lieu de diminuer. Le déficit de l'actuel gouvernement continue de s'accroître et bientôt il sera hors de contrôle.

Beaucoup de gens prévoient une inflation galopante. Face à pareille situation, est-il étonnant que les hommes d'affaires et les chômeurs canadiens ne partagent pas les préoccupations biaisées du gouvernement à l'égard de la constitution? Cet intérêt pour la constitution ne contribuera pas à créer un plus grand nombre d'emplois ou à aider les travailleurs canadiens à faire face aux ravages de l'inflation effrénée. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le gouvernement s'est servi de la question constitutionnelle pour détourner l'attention de la gravité de notre situation économique. Il faudrait relancer l'économie du Canada, mais le gouvernement semble vouloir relever ce défi en imposant des choses aux Canadiens sans leur laisser le temps de réfléchir.

Pour s'attaquer de front aux problèmes sérieux, il faut leur apporter des solutions sérieuses. Les problèmes à long terme exigent des solutions et des plans à long terme, et non des politiques égoïstes au petit bonheur la chance comme le gouvernement actuel n'en donne que trop d'exemples.

Le budget présenté en octobre dernier n'apportait vraiment pas la réponse aux graves problèmes économiques du pays. Il ne constitue même pas une tentative véritable de s'attaquer de front aux problèmes des Canadiens. A problèmes réels il faut des solutions réelles, et la première mesure que le gouvernement devrait prendre, ce serait de présenter un budget établi en fonction d'une planification financière à long terme. Il faut qu'il s'occupe du problème de la dette publique et qu'il prenne des mesures concrètes pour reprendre le contrôle de cette dette. Il faut qu'il s'occupe de redonner du travail aux Canadiens et de faire tourner nos industries à pleine capacité. Il faut qu'il jugule l'inflation une fois pour toutes. Il faut que le budget ait suffisamment de force interne pour corriger les problèmes actuels des Canadiens, afin que nous en revenions au niveau de vie élevé que nos ancêtres ont tant travaillé pour nous donner.

Voilà comment le Canada s'est édifié. Sur l'honnêteté, l'ardeur au travail, l'équité. Ces vertus bien de chez nous traduisent certaines normes élevées sur lesquelles notre patrimoine s'est édifié et sur lesquelles notre avenir va continuer de s'édifier. Il nous faut des politiques honnêtes et équitables pour qu'elles servent de pôles à tous les Canadiens. Nous n'avons pas besoin de baratin plein d'artifices présenté en guise de budget mais qui ne contient que du vent.

Tout cela, cette nouvelle motion de clôture, le cartel de l'uranium, le service postal, les taux d'intérêt, le Programme énergétique national, la constitution et tout le reste, tout cela laisse un arrière-goût amer aux Canadiens. Les temps sont durs pour eux. Il leur faut un leadership sensé et sincère. Il leur faut un gouvernement qui soit en prise avec tous les Canadiens, avec leurs vrais problèmes, mais aussi qui cherche quelque chose pour remédier à ce qui ne va pas.